

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 3114

[C - 98/29503]

1er OCTOBRE 1998. — Décret modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Article 1^{er}

L'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le contrôle et le financement des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les limites et selon les modalités réglées par le présent titre, la Communauté française contribue, par des allocations annuelles de fonctionnement, au financement des dépenses de fonctionnement des institutions universitaires ci-après :

- a) l'Université de Liège;
- b) l'Université catholique de Louvain;
- c) l'Université libre de Bruxelles;
- d) l'Université de Mons-Hainaut;
- e) la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux;
- f) les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur;
- g) la Faculté polytechnique de Mons;
- h) les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles;
- i) les Facultés universitaires catholiques de Mons. »

Art. 2.

A l'article 27 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, il est inséré un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est également régulièrement inscrit, l'étudiant qui suit certains cours et travaux dans d'autres institutions universitaires ou d'autres établissements d'enseignement supérieur, en vertu d'accords visés aux alinéas 2 à 4 de l'article 20 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques. »;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 2 devient l'alinéa 3;

3° au § 1^{er}, l'alinéa 3 devient l'alinéa 4;

4° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « Sur proposition des ministres qui ont l'enseignement universitaire dans leurs attributions, le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement »;

5° au § 1^{er}, alinéa 4, les mots « Sur proposition des ministres qui ont l'enseignement universitaire et la politique scientifique dans leurs attributions, le Roi » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement »;

6° le § 2 est abrogé;

7° au § 3, il est inséré un 1° bis rédigé comme suit :

« 1° bis Du budget de la Communauté française, à partir de l'année académique 1998-1999 en ce qui concerne :

- a) les étudiants de nationalité belge;
- b) les étudiants étrangers de nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne;
- c) les étudiants étrangers dont le père ou la mère ou le tuteur légal a la nationalité belge;
- d) les étudiants étrangers dont le père ou la mère ou le tuteur réside régulièrement en Belgique;
- e) les étudiants étrangers dont le conjoint réside en Belgique et y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie d'un revenu de remplacement;
- f) les étudiants étrangers qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation;
- g) les étudiants étrangers qui sont pris en charge ou entretenus par les centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel ils ont été confiés;
- h) les étudiants étrangers qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficient de revenus de remplacement;
- i) les étudiants apatrides ou ressortissant d'un Etat tiers à l'Union européenne autres que ceux visés aux 1° bis, c) à h), et au paragraphe 4 ci-après sans que leur nombre puisse dépasser 1 % du nombre total des étudiants belges qui ont été régulièrement pris en considération pour le financement de l'année académique précédente dans une orientation d'études;

8° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Pour les étudiants apatrides ou ressortissant d'un Etat tiers à l'Union européenne, autres que ceux visés au § 3, régulièrement inscrits au rôle des étudiants, les institutions universitaires sont autorisées à leur réclamer un droit d'inscription complémentaire dont le montant maximum représente cinq fois le montant du droit d'inscription visé, à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er} ou 2, indexé en vertu de l'article 39, § 4, multiplié par le coefficient de pondération de l'orientation correspondante visé à l'article 29bis, § 1^{er} et § 3, 3°.

Le montant des droits d'inscription complémentaires est affecté au budget de l'institution »;

9° au § 7, il est ajouté un point 10° nouveau rédigé comme suit :

« 10° les étudiants qui s'inscrivent pour la deuxième fois dans une dernière année d'études d'un deuxième cycle de base visé à l'article 6, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques sans l'avoir réussie »;

10° au § 7, alinéa 1^{er}, les mots « à partir de l'année budgétaire 1998 » sont supprimés;

11° au § 7, il est ajouté un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, le 1° est applicable à partir de l'année académique 1995-1996, les 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8° et 9° à partir de l'année académique 1996-1997, le 7° à partir de l'année académique 1997-1998 et le 10° à partir de l'année académique 1998-1999. »

Art. 3

A l'article 28 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sise »;

2° à l'alinéa 1^{er}, un 5° nouveau rédigé comme suit est inséré après le 4° :

« Groupe E — L'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, »;

3° à l'alinéa 1^{er}, le point 5°, Groupe S, devient le 6°;

4° il est inséré un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

« Les groupes A, B, C et D ne comprennent pas l'agrégation de l'enseignement secondaire visée par le groupe E. Le groupe C ne comprend pas les années d'études conduisant au grade de diplômé d'études spécialisées en médecine générale ou à un des grades de diplômé d'études spécialisées en médecine spécialisée. »;

5° l'alinéa 2 devient l'alinéa 3;

6° l'alinéa 3 devient l'alinéa 4;

7° à l'alinéa 3, le mot « royal » est remplacé par les mots « du Gouvernement »;

8° l'alinéa 3, devenu l'alinéa 4, est abrogé

Art. 4

L'article 29 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le montant de base pour les allocations annuelles de fonctionnement visées à l'article 26 en faveur des institutions universitaires visées à l'article 25 est fixé à 16 461 millions de francs.

Le montant de base pour les compléments d'allocations visés à l'article 34 en faveur des institutions visées à l'article 25, b), c), f), g), h), i) est fixé à 202,4 millions de francs.

Chaque année, à partir de l'année budgétaire 1999, les montants de base visés aux alinéas précédents sont adaptés aux variations de l'indice-santé des prix à la consommation selon la formule :

$$\frac{\text{Montant de base x indice-santé de décembre de l'année budgétaire considérée}}{\text{indice-santé de décembre 1998}}$$

En outre, à partir de l'année budgétaire 2000, le taux d'adaptation visé à l'alinéa 3 peut, en fonction des disponibilités budgétaires, être porté jusqu'à un maximum correspondant au taux de la croissance nominale du produit intérieur brut de l'année budgétaire précédente si ce dernier est supérieur à la variation de l'indice-santé des prix à la consommation.

La différence entre le montant obtenu par l'application, s'il échet, de l'alinéa précédent et le montant résultant de l'application de l'alinéa 3 est affectée exclusivement à la recherche. Chaque année, les universités justifient l'utilisation de ces crédits supplémentaires dans un rapport établi selon le modèle fixé par le Gouvernement.

§ 2. Chaque année, à partir de l'année budgétaire 1999, les montants de base visés au § 1^{er} sont répartis entre les institutions universitaires concernées en fonction du rapport entre le nombre d'étudiants pondérés de chaque institution et le nombre d'étudiants pondérés de l'ensemble des institutions concernées calculés en vertu des articles 27, 28, 29bis, 30, 31, 32 et 48quater.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est exprimé en pour cent et quatre décimales.

§ 3. A partir de l'année budgétaire 2000, le montant de base visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est multiplié par un coefficient égal à :

1° 1,00365 pour l'année budgétaire 2000;

2° 1,00730 pour l'année budgétaire 2001;

3° 1,01095 pour l'année budgétaire 2002;

4° 1,01460 pour l'année budgétaire 2003;

5° 1,01825 à partir de l'année budgétaire 2004.

Art. 5

Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« § 1^{er}. Pour les orientations d'études A à E visées à l'article 28, un coefficient de pondération est appliqué aux étudiants visés à l'article 27, § 1^{er}, qui entrent dans les catégories visées à l'article 27, § 3, et qui ne sont pas visés par l'article 27, § 7. Ces coefficients de pondération sont les suivants :

1° Groupe A : 1

2° Groupe B : 1,8776

3° Groupe C : 3,0341

4° Groupe D : 2,5180

5° Groupe E : 0,5, à partir de l'année académique 1998-1999.

§ 2. Préalablement à l'application des coefficients de pondération visés au § 1^{er} :

1° les étudiants inscrits pour la première fois dans une première année d'études de base de premier cycle, visées à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont multipliés par 1,1;

2° les étudiants ayant réussi les études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat visés à l'article 6, § 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont multipliés par 2;

3° les étudiants ayant réussi les études complémentaires, spécialisées et approfondies, visées aux §§ 4 et 5 de l'article 6 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont multipliés par 1,5 pour autant que ces études soient organisées de manière interuniversitaire par au moins deux institutions universitaires, conformément à l'article 48^{quater}, § 2, 2° et 3°;

4° les étudiants inscrits à des études conduisant à l'obtention des grades de premier, deuxième et troisième cycles en sciences de gestion dans les institutions visées à l'article 25, d) à j), sont multipliés par 1,1657.

Les multiplicateurs visés aux 1°, 2°, 3° ci-dessus sont appliqués à partir de l'année académique 1998-1999 et le 4° à partir de l'année académique 1995-1996.

§ 3. La fixation du coefficient de pondération de l'orientation S obéit aux règles suivantes :

1° si la différence entre 1720 et le nombre d'étudiants inscrits au deuxième cycle des études conduisant au grade de docteur en médecine et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement est négative ou nulle, le coefficient de pondération est nul;

2° si cette différence est positive, elle est alors multipliée par le coefficient de pondération de l'orientation C. Du montant ainsi obtenu il est ensuite retranché une somme correspondant à la différence entre 860 et le nombre d'étudiants inscrits dans les deux premières années de deuxième cycle des études conduisant au grade de docteur en médecine et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement multipliée par le coefficient de pondération de l'orientation B. Le coefficient de pondération de l'orientation S ne peut être supérieur au résultat obtenu multiplié par 0,84 et divisé par le nombre d'étudiants inscrits aux deux premières années de troisième cycle en médecine comme décrit à l'article 28 sous l'intitulé Groupe S et qui entrent en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement;

3° le coefficient de pondération ne peut être supérieur à celui de l'orientation B. »

Art. 6

A l'article 30 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. A partir de l'année budgétaire 1999, sous réserve de ce qui est dit aux §§ 2 et 3, pour l'application de l'article 29, § 2, le nombre d'étudiants pondérés de chaque institution est égal au nombre d'étudiants inscrits aux quatre années académiques précédentes divisé par quatre, dans chaque orientation d'études, compte tenu de l'article 29^{bis}, § 2, multipliés par le coefficient de pondération par étudiant visé à l'article 29^{bis}, § 1^{er} et à l'article 30, § 3. Cependant, jusques et y compris l'année budgétaire 1997, il n'est tenu compte que du nombre d'étudiants inscrits à l'année académique précédente. Pour l'année budgétaire 1998, il est tenu compte du nombre des étudiants inscrits aux années académiques 1995-1996 et 1996-1997 divisé par deux. Pour l'année budgétaire 1999, il est tenu compte du nombre des étudiants inscrits aux années académiques 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998 divisé par trois. Sont réputés inscrits à l'année académique, les étudiants qui sont inscrits à la date du 1^{er} décembre de l'année académique. Cependant, jusques et y compris l'année académique 1996-1997, cette date est le 1^{er} février. Pour l'année académique 1997-1998, cette date est le 1^{er} janvier. »;

2° au § 1^{er}, il est inséré un alinéa 4 nouveau rédigé comme suit :

« Pour le calcul des moyennes visées à l'alinéa 1^{er}, toute modification apportée aux critères de prise en considération pour le financement des étudiants porte ses effets uniquement à partir de l'année académique précédant l'année budgétaire pour laquelle la modification intervient pour la première fois. »;

3° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 25, a) à f) » sont remplacés par les mots « à l'article 25, a) à c) »;

4° au § 2, alinéa 2, les mots « à l'article 25, g) à p) » sont remplacés par les mots « à l'article 25, d) à j) »;

5° au § 2, alinéa 2, 2°, le mot « candidature » situé entre les mots « d'étudiants de » et « qui dépasse » est remplacé par les mots « premier cycle »;

6° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Lorsque le nombre d'étudiants inscrits dans une orientation d'études ou dans une subdivision de cette orientation, après application de l'article 29^{bis}, § 2, est supérieur au nombre-plafond déterminé comme il est dit à l'article 32, pour le nombre d'étudiants qui dépasse ce plafond, les coefficients de pondération visés à l'article 29^{bis}, § 1^{er}, sont remplacés par les coefficients suivants :

1° Groupe A : 0,8474

2° Groupe B : 1,4776

3° Groupe C : 2,3237

4° Groupe D : 2,0656. »

Art. 7

A l'article 31 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er} Pour les institutions universitaires mentionnées à l'article 25, a) à c), le nombre plancher visé à l'article 30, § 2, est fixé comme suit :

Orientation A : 2173

Orientation B : 1 574

Orientation C : 1003 »;

2° au § 2, les mots « à l'article 25, g), k), l) n), o), p) » sont remplacés par les mots « à l'article 25, d) à j) »;

Art. 8

A l'article 32 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1^{er}, les mots « à l'article 25, a) à f) », sont remplacés par les mots « à l'article 25, a) à c) » et les mots « , second et troisième alinéas » sont supprimés;

2° au § 2, les mots « à l'article 25, g) à p) » sont remplacés par les mots « à l'article 25, d) à i) »;

Art. 9

L'article 32*bis* de la même loi est abrogé le 1^{er} janvier 1999.

Art. 10

A l'article 34 de la même loi, remplacer les termes « Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres » par les termes « Le Gouvernement arrête ».

Art. 11

L'article 36, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le douzième mis à la disposition de chaque institution universitaire le 1^{er} décembre est diminué d'un montant égal à 1,84 pour cent du montant de l'allocation annuelle de fonctionnement. Le montant ainsi constitué est ajouté au dernier douzième. »

Art. 12

L'article 40 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 1^{er}. Parallèlement à la confection de son budget, le conseil d'administration de l'institution universitaire fixe le cadre de son personnel académique, scientifique, administratif et technique rémunéré à charge de l'allocation annuelle de fonctionnement et, le cas échéant, du complément d'allocation visé à l'article 34.

Les emplois réservés au cadre du personnel académique, scientifique, administratif et technique sont exprimés en unités correspondant à des fonctions à temps plein.

§ 2. Le nombre total d'emplois de professeurs ordinaires et de professeurs extraordinaires ne peut excéder vingt pour cent du nombre total d'emplois du cadre du personnel enseignant et scientifique.

Le nombre total d'emplois d'assistants désignés ou engagés à titre temporaire dans une institution universitaire ne peut être inférieur à 30 pour cent du nombre total d'emplois du cadre du personnel enseignant et scientifique.

Aussi longtemps que le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas respecté, il ne peut être procédé à aucune nomination, engagement ou désignation dans un emploi de professeur ordinaire ou de professeur extraordinaire.

Aussi longtemps que le pourcentage visé à l'alinéa 2 n'est pas respecté, il ne peut être procédé à aucune nomination ou engagement à titre définitif dans un emploi de personnel enseignant et scientifique.

§ 3 Les coûts salariaux des membres du personnel du cadre d'une institution universitaire ne peuvent dépasser quatre-vingts pour cent du montant de l'allocation annuelle de fonctionnement, du complément d'allocation visé à l'article 34 et des autres recettes éventuelles du budget de l'institution.

Il ne peut être procédé à une nomination, à une désignation ou à un engagement, en cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe qu'à concurrence d'un pour cent au plus du nombre de membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} du présent article, exprimé en unités correspondant à des fonctions à temps plein. »

Art. 13

A l'article 43 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, un alinéa 3 nouveau rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Dans le mois qui suit son approbation par le conseil d'administration de l'institution universitaire, le budget est transmis au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions sous la forme et selon les modalités fixées par le Gouvernement. »;

2° au § 1^{er}, l'alinéa 3 devient l'alinéa 4;

3° au § 1^{er}, l'alinéa 4 devient l'alinéa 5;

4° au § 1^{er}, alinéa 4, les mots « dans les trois mois de son dépôt » sont remplacés par les mots « dans les deux mois qui suivent sa réception »;

5° au § 1^{er}, alinéa 5, les mots « de l'Education nationale » sont remplacés par les mots « du Ministère de la Communauté française »;

6° au § 2, un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Dans le mois qui suit leur approbation par le conseil d'administration de l'institution universitaire, les comptes sont transmis en trois exemplaires au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions sous la forme et selon les modalités fixées par le Gouvernement. »;

7° au § 2, l'alinéa 2 devient l'alinéa 3;

8° au § 2, l'alinéa 3 devient l'alinéa 4;

9° le § 3 est abrogé;

10° au § 4, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Les montants relatifs aux rubriques a), b) et c) ci-dessus sont établis sur la base des éléments de calcul visés à l'article 29 dans le respect de l'article 40, § 3. »;

11° au § 5, les mots « le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement arrête ».

Art. 14

L'article 44 de la même loi est abrogé.

Art. 15

A l'article 44*bis* de la même loi, les mots « à l'article 25, b, e, f, g, k, l, n, o, p » sont remplacés par les mots « à l'article 25 ».

Art. 16

Le titre III de la même loi comprenant l'article 45, abrogé par le décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Titre III. — Des opérations de réparations importantes des installations immobilières des institutions universitaires.

Article 45. § 1^{er}. A partir de l'exercice budgétaire 2000, la Communauté française contribue annuellement au financement des réparations importantes des installations immobilières des institutions universitaires destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche, à raison de la différence entre le montant calculé conformément à l'article 29, § 3, et le montant calculé conformément à l'article 29, § 1^{er}, de la présente loi.

La différence visée à l'alinéa 1^{er} est répartie entre les institutions universitaires visées à l'article 25, en fonction des pourcentages suivants :

- 1° l'Université de Liège : 27,78 %;
- 2° l'Université catholique de Louvain : 29,36 %;
- 3° l'Université libre de Bruxelles : 21,04 %;
- 4° l'Université de Mons-Hainaut : 3,64 %;
- 5° la Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux : 4,63 %;
- 6° les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur : 6,84 %;
- 7° la Faculté polytechnique de Mons : 4,66 %;
- 8° les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles : 1,04 %;
- 9° les Facultés universitaires catholiques de Mons : 1,01 %.

Le Gouvernement peut, sur proposition unanime et collégiale des recteurs des institutions universitaires visées à l'article 25, modifier par arrêté et pour la période d'une année budgétaire, les pourcentages visés à l'alinéa 2.

§ 2. Le montant alloué à chaque institution universitaire est versé à un compte spécial ouvert dans la comptabilité du patrimoine de l'institution concernée.

§ 3. Chaque année, les budget et comptes relatifs à l'utilisation du compte spécial visé au paragraphe 2 sont établis, approuvés par le conseil d'administration et transmis au ministre ayant l'enseignement universitaire dans ses attributions à l'appui du budget de l'institution.

Le Gouvernement fixe par arrêté les formes et contenus des budget et comptes relatifs à l'utilisation du compte spécial visé au paragraphe 2.

§ 4. Les opérations visées à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} du présent article sont soumises aux lois et règlements relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

§ 5. Les opérations visées à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} sont soumises au contrôle du commissaire ou du délégué du Gouvernement ainsi qu'à celui du délégué du ministre du Budget nommés auprès de l'institution concernée conformément au décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

§ 6. La loi du 22 avril 1958 portant création d'un fonds de constructions scolaires et parascolaires de l'Etat et portant certaines mesures relatives aux installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat et la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, ne sont pas applicables aux opérations visées à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} du présent article. »

Art. 17

A l'article 46, alinéa 2, de la même loi, les mots « à l'article 25, b), e), f), g), k), l), n), o), p) » sont remplacés par les mots « à l'article 25 ».

Art. 18

L'article 47 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Aux conditions fixées par le Gouvernement, une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique.

Cette subvention représente un pourcentage arrêté par le Gouvernement, des crédits inscrits au titre d'allocation de fonctionnement — à l'exclusion des suppléments d'allocations accordés en exécution de l'article 34 — en faveur des trois universités mentionnées à l'article 25, a) à c), au budget de la Communauté française.

Le pourcentage fixé par le Gouvernement conformément à l'alinéa 1^{er} ne peut être inférieur à 4,70 pour cent, ni supérieur à 5,00 pour cent. A défaut d'arrêté, le pourcentage précité est fixé à 5,00 pour cent. »

Art. 19

L'article 48 de la même loi est abrogé

Art. 20

L'article 48bis de la même loi est abrogé.

Art. 21

A l'article 48quater de la même loi dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est inséré un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Toutefois, à partir de l'année académique 1998-1999, les programmes d'études spécialisées, approfondies et les doctorats avec thèse visés à l'article 6, §§ 4, 5 et 6 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont pris en compte pour le financement.

A partir de l'année académique 2001-2002, les programmes d'études spécialisées et approfondies visés à l'alinéa 1^{er} ne seront cependant pris en compte pour le financement que si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° avoir compté, en moyenne, alors qu'ils sont organisés par une institution universitaire, un nombre minimum d'étudiants fixé par arrêté du Gouvernement, pris en compte pour le financement durant les trois dernières années au cours desquelles ils ont été organisés;

2° avoir compté, en moyenne, alors qu'ils sont organisés dans le cadre d'une collaboration interuniversitaire, un nombre minimum d'étudiants fixé par arrêté du Gouvernement, pris en compte pour le financement durant les trois dernières années au cours desquelles ils ont été organisés. Sont organisés, dans le cadre d'une collaboration interuniversitaire, les programmes d'études organisés par au moins deux institutions universitaires dans le cadre d'une convention approuvée par arrêté du Gouvernement sur avis collégial des recteurs et après consultation du Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

3° être organisés par une seule institution universitaire ou dans le cadre d'une seule collaboration interuniversitaire, quel que soit le nombre d'étudiants pris en compte pour le financement, et avoir été repris sur une liste fixée par le Gouvernement sur un avis collégial des recteurs et après consultation du Conseil interuniversitaire de la Communauté française.

Le nombre minimum fixé par arrêté du Gouvernement conformément à l'alinéa 2, 1° et 2°, du présent paragraphe, ne peut être inférieur à sept ni supérieur à quinze. »

Art. 22

Un article 48sexies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 48sexies. Chaque institution universitaire rédige un rapport annuel qu'elle transmet au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Ce rapport est élaboré et adopté par une instance associant autorités, membres du corps académique, membres du corps scientifique et étudiants.

Ce rapport développe notamment :

1° La politique menée en matière d'encadrement des étudiants de premier cycle;

2° Les mesures pratiquées pour lutter contre l'échec dans le premier cycle;

3° Les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation.

Ce rapport fournit également les données statistiques d'inscription, de réussite, d'échec et le taux d'encadrement pour toutes les années d'études. Le Gouvernement transmet annuellement une synthèse de ces données statistiques au Parlement.

Ce rapport comprend également un chapitre budgétaire dans lequel est démontré de manière précise que les moyens supplémentaires accordés au profit de la lutte pour la réussite des étudiants de première génération sont bien utilisés à cette fin.

Le Gouvernement fixe avant le 31 décembre 1998 la forme et les données que le rapport annuel doit comprendre ainsi que les modalités de transmission de ce rapport.

CHAPITRE II. — *Autres dispositions modificatives*

Art. 23

A l'article 22 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1er, les membres du personnel enseignant peuvent être désignés pour un terme fixé ne pouvant pas être supérieur à cinq ans sur proposition motivée du Conseil d'administration, sans que leur nombre correspondant à des fonctions équivalents temps plein ne puisse dépasser cinq pour cent du nombre de membres du personnel enseignant et scientifique, correspondant à des fonctions équivalents temps plein. Toutefois, lorsque la fonction est occupée à temps partiel représentant une charge inférieure à 50 %, cette désignation peut être renouvelée. »

Art. 24

A l'article 2 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Pour chaque institution universitaire, ces subventions sont calculées sur la base du nombre d'étudiants régulièrement inscrits pris en compte pour le financement en date du 1er décembre de l'année académique précédant l'année budgétaire concernée conformément aux articles 27, §§ 1er, 3 et 7, et 48quater de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, auquel est ajouté 50 % du nombre d'étudiants à charge de crédits de la Coopération au Développement, conformément ou en vertu de la Convention entre l'Etat belge et le Conseil interuniversitaire de la Communauté française relative aux frais de formation, signée le 19 décembre 1997. »

2° à l'alinéa 2, les mots « sous les lettres a) à f) » sont remplacés par les mots « sous les lettres a) à c) »;

3° à l'alinéa 3, les mots « sous les lettres g) à p) » sont remplacés par les mots « sous les lettres d) à j) »;

4° un alinéa 6 nouveau, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Les étudiants qui obtiennent le grade visé à l'article 6, § 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ne sont pas pris en compte pour l'application de l'alinéa 1er du présent article s'ils sont également pris en compte pour le financement pour un autre programme d'études. »

5° un alinéa 7 nouveau, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Les étudiants rémunérés à charge du budget de l'institution ou de son patrimoine ainsi que les mandataires du Fonds national de la Recherche scientifique et de ses fonds associés ne sont pas pris en compte pour l'application de l'alinéa 1er du présent article. »

Art. 25

A l'article 3 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, les termes « au budget du ministère de l'Éducation nationale concerné », sont remplacés par les termes « au budget de la Communauté française ».

Art. 26

L'article 1er de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1er, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Pour le calcul des allocations annuelles de fonctionnement accordées par la Communauté française aux institutions universitaires visées à l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le nombre d'étudiants à prendre en considération est fixé conformément au présent arrêté. »

Art. 27

L'article 2 de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Sont à prendre en considération les programmes d'études universitaires conduisant à l'octroi :

1° des grades académiques énumérés à l'article 6 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

2° des grades légaux et scientifiques délivrés conformément à l'article 46 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

3° des certificats sanctionnant les formations équivalentes à une année d'études dont question à l'article 11, § 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, le grade d'agrégé de l'enseignement supérieur visé à l'article 6, § 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques n'est pas pris en considération. »

Art. 28

L'article 5 de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre d'étudiants de chaque institution universitaire est calculé par cycle d'études et selon la classification des études prévue à l'article 5 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Pour l'établissement de ce nombre, il est tenu compte :

1° d'une seule inscription régulière par étudiant pour l'ensemble des cours, travaux et exercices constituant la matière d'examens d'une même année d'études ou d'une formation équivalente à une année d'études au sens de l'article 11, § 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques ou d'une année d'études répartie sur plusieurs années au sens des articles 21 et 22 du même décret.

L'ensemble des cours, travaux et exercices ne peut en aucun cas être inférieur à 300 heures par an, à l'exception de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur visée à l'article 6, § 3, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques qui comporte au moins 150 heures dont 60 heures de stage.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte de l'inscription des étudiants qui ont réussi l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur en même temps qu'une dernière année d'études d'un deuxième cycle de base;

2° de l'inscription à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, à des études complémentaires, spécialisées et approfondies, à un doctorat avec thèse visés à l'article 6, §§ 3, 4, 5 et 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, des étudiants qui ont réussi leur thèse ou examens lors de l'année académique précédant l'année budgétaire concernée;

3° des programmes d'enseignement universitaire, à l'exclusion des études ou des activités de formation ne conduisant pas à des grades académiques visées à l'article 4, 2^e tiret, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

4° a) des études universitaires conduisant à l'octroi des grades académiques que l'institution est autorisée à délivrer en vertu de l'article 8 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques;

b) des formations équivalentes à une année d'études au sens de l'article 11, § 6, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques qui donnent accès à des études universitaires conduisant à l'octroi des grades académiques que l'institution est autorisée à délivrer en vertu de l'article 8 du même décret. »

Art. 29

L'article 6, § 3, 2°, de ce même arrêté royal est complété par la disposition suivante : « Cette disposition n'est toutefois plus applicable à partir de l'année académique 1998-1999. »

Art. 30

Aux articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, les mots « l'Exécutif », « commissaire de l'Exécutif » et « délégué de l'Exécutif » sont respectivement remplacés par les mots « le Gouvernement », « commissaire du Gouvernement » et « délégué du Gouvernement ».

A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de ce même décret, les mots « à l'article 25, litterae, b, e, f, g, k, l, n, o et p, sont remplacés par les mots « à l'article 25 ».

Art. 31

A l'article 17 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, il est ajouté les mots suivants : « Cette liste est transmise au ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions par l'intermédiaire du Commissaire ou du Délégué du Gouvernement désigné auprès de l'institution universitaire concernée en vertu du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires. »;

2° il est inséré un alinéa 5 nouveau rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut fixer par arrêté la forme selon laquelle la liste visée à l'alinéa précédent lui est communiquée. »

Art. 32

L'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires est abrogé, à l'exception des articles 1^{er}, 2, 5, 6, § 3, 2°, et 9 à 12 et de l'annexe jointe à cet arrêté.

Art. 33

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} août 1998, à l'exception des articles 9, 11 à 18 et 23 et 24 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Note

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 254-1. — Amendements de commission, n°s 254-2 à 26. — Rapport, n° 254-27.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 septembre 1998.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 3114

[C - 98/29503]

**1 OKTOBER 1998. — Decreet tot wijziging van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen**

Artikel 1.

Artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen de perken en volgens de modaliteiten bepaald bij deze titel, draagt de Franse Gemeenschap bij, met jaarlijkse werkingstoelagen, in de financiering van de werkingsuitgaven van de hierna vermelde universitaire instellingen :

- a) "Université de Liège";
- b) "Université catholique de Louvain";
- c) "Université libre de Bruxelles";
- d) "Université de Mons-Hainaut";
- e) "Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux";
- f) "Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur";
- g) "Faculté polytechnique de Mons";
- h) "Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles";
- i) "Facultés universitaires catholiques de Mons".

Art. 2

In artikel 27 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1, is eveneens regelmatig ingeschreven, de student die bepaalde colleges en werkzaamheden volgt in andere universitaire instellingen of andere inrichtingen voor hoger onderwijs, krachtens akkoorden bedoeld bij de leden 2 tot 4 van artikel 20 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden. »;

2° in § 1, wordt lid 2 lid 3;

3° in § 1, wordt lid 3 lid 4;

4° in § 1, lid 3, worden de woorden "Op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, bepaalt de Koning" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

5° in § 1, lid 4, worden de woorden "Op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid het universitair onderwijs en het wetenschapsbeleid behoren, bepaalt de Koning" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt";

6° § 2 wordt opgeheven;

7° in § 3, wordt een 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°*bis* Van de begroting van de Franse Gemeenschap, vanaf het academiejaar 1998-1999, wat betreft :

- a) de studenten van Belgische nationaliteit;
- b) de buitenlandse studenten die de nationaliteit van een Lid-Staat van de Europese Unie hebben;
- c) de buitenlandse studenten wier vader of moeder of wettelijke voogd van Belgische nationaliteit is;
- d) de buitenlandse studenten wier vader of moeder of voogd regelmatig in België verblijft;
- e) de buitenlandse studenten wier echtgenoot in België verblijft en daar een beroepsactiviteit uitoefent of een vervangingsinkomen ontvangt;
- f) de buitenlandse studenten die in België verblijven en daar de voordelen hebben gekregen die voortvloeien uit het statuut van vluchteling of van kandidaat-vluchteling, toegekend door de Delegatie in België van het Hoog Commissariaat der Verenigde Naties voor de vluchtelingen, alsook die wier vader of moeder of wettelijke voogd zich in dezelfde toestand bevinden;
- g) de buitenlandse studenten die worden opgevangen door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of onderhoudskosten van die centra genieten, in een tehuis dat eigendom is van die centra of in een tehuis waartoe zij werden toevertrouwd;
- h) de buitenlandse studenten die in België verblijven, daar een reële en werkelijke beroepsactiviteit uitoefenen of een vervangingsinkomen ontvangen;
- i) de vaderlandloze studenten of de studenten die onderdanen zijn van derde landen van de Europese Unie, andere dan deze genoemd onder 1°*bis*, c) tot h) en onder de hierna vermelde paragraaf 4, zonder dat dit aantal studenten evenwel 1 % mag overschrijden van het totaal aantal Belgische studenten die het vorig jaar regelmatig in een studierichting in aanmerking werden genomen voor de financiering;

8° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Voor de vaderlandloze studenten of de studenten die onderdanen zijn van derde landen van de Europese Unie, andere dan deze genoemd onder § 3, die regelmatig ingeschreven zijn op de studentenrol, worden de universitaire instellingen ertoe gemachtigd van hen een aanvullend inschrijvingsgeld te vorderen, waarvan het bedrag maximaal vijf keer hoger mag zijn dan het bedrag bedoeld bij artikel 39, § 2, lid 1 of 2, geïndexeerd krachtens artikel 39, § 4, vermenigvuldigd met de wegingscoëfficiënt van de overeenstemmende richting bedoeld bij artikel 29*bis*, § 1 en § 3, 3°.

Het bedrag van het aanvullend inschrijvingsgeld wordt bestemd voor de begroting van de instelling. »;

9° in § 7 wordt een nieuw punt 10° toegevoegd, luidend als volgt :

« 10° de studenten die zich voor de tweede keer laten inschrijven voor een laatst studiejaar van een tweede basiscyclus bedoeld bij artikel 6, § 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, zonder dat zij voor dat jaar geslaagd zijn. »;

10° in § 7, lid 1, worden de woorden "vanaf het begrotingsjaar 1998" geschrapt;

11° in § 7 wordt een nieuw lid 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van lid 1, is 1° van toepassing vanaf het academiejaar 1995-1996, de 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8° en 9° vanaf het academiejaar 1996-1997, 7° vanaf het academiejaar 1997-1998 en 10° vanaf het academiejaar 1998-1999. ».

Art. 3

In artikel 28 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1, wordt het woord "vijf" vervangen door het woord "zes";

2° in lid 1, wordt na 4° een nieuw 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° Groep E - De aggregatie voor het hoger secundair onderwijs; »;

3° in lid 1, wordt punt 5°, Groep S, 6°;

4° er wordt een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« De groepen A, B, C en D bevatten niet de aggregatie voor het secundair onderwijs bedoeld bij groep E. Groep C bevat niet de studiejaren die leiden tot de graad van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de algemene geneeskunde of tot één van de graden van gediplomeerde voor gespecialiseerde studies in de gespecialiseerde geneeskunde. »;

5° lid 2 wordt lid 3;

6° lid 3 wordt lid 4;

7° in lid 3, wordt het woord "koninklijk" vervangen door de woorden "van de Regering";

8° lid 3, dat lid 4 is geworden, wordt opgeheven.

Art. 4.

Artikel 29 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Het basisbedrag voor de jaarlijkse werkingsstoelagen bedoeld bij artikel 26 ten voordele van de universitaire instellingen bedoeld bij artikel 25, wordt op 16 461 miljoen frank vastgesteld.

Het basisbedrag voor de aanvullende werkingsstoelagen bedoeld bij artikel 34 ten voordele van de instellingen bedoeld bij artikel 25, b), c), f), g), h), i), wordt vastgesteld op 202,4 miljoen frank.

Elk jaar, vanaf het begrotingsjaar 1999, worden de basisbedragen bedoeld bij de vorige leden aangepast aan de schommelingen van het gezondheid-indexcijfer van de consumptieprijzen, volgens de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag x gezondheid-indexcijfer}}{\text{van december van bedoeld begrotingsjaar}} \\ \text{gezondheidsindexcijfer van december 1998}$$

Bovendien kan, vanaf het begrotingsjaar 2000, het bij lid 3 bedoelde aanpassingspercentage, naar gelang van de beschikbare begrotingsmiddelen, worden gebracht op een maximum dat overeenstemt met het percentage van de nominale groei van het bruto binnenlands produkt van het vorige begrotingsjaar, indien dit percentage hoger is dan de schommeling van het gezondheid-indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het verschil tussen het bedrag dat gekregen wordt door de toepassing, in voorkomend geval, van vorig lid en het bedrag dat voortvloeit uit de toepassing van lid 3, wordt uitsluitend bestemd voor onderzoek. Elk jaar, verantwoord door de universiteiten de aanwending van die bijkredieten in een verslag dat wordt opgemaakt volgens het door de Regering vast te stellen model.

§ 2. Elk jaar, vanaf het begrotingsjaar 1999, worden de bij § 1 bedoelde bedragen verdeeld over de betrokken universitaire instellingen op grond van de verhouding tussen het gewogen aantal studenten van elke instelling en het gewogen aantal studenten van alle betrokken instellingen, berekend krachtens de artikelen 27, 28, 29bis, 30, 31, 32 en 48quater.

De bij lid 1 bedoelde verhouding wordt uitgedrukt in percenten en vier decimalen.

§ 3. Vanaf het begrotingsjaar 2000, wordt het basisbedrag bedoeld bij paragraaf 1, lid 1, vermenigvuldigd met een coëfficiënt die gelijk is aan :

- 1° 1,00365 voor het begrotingsjaar 2000;
- 2° 1,00730 voor het begrotingsjaar 2001;
- 3° 1,01095 voor het begrotingsjaar 2002;
- 4° 1,01460 voor het begrotingsjaar 2003;
- 5° 1,01825 vanaf het begrotingsjaar 2004. »

Art. 5.

In dezelfde wet wordt een artikel 29bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Voor de studierichtingen A tot E bedoeld bij artikel 28, wordt een wegingscoëfficiënt toegepast op de bij artikel 27, § 1, bedoelde studenten, die voor de bij artikel 27, § 3 bedoelde categorieën in aanmerking komen, en die niet bij artikel 27, § 7 bedoeld zijn. Die wegingscoëfficiënten zijn de volgende :

- 1° Groep A : 1
- 2° Groep B : 1,8776
- 3° Groep C : 3,0341
- 4° Groep D : 2,5180
- 5° Groep E : 0,5, vanaf het academiejaar 1998-1999.

§ 2. Alvorens de bij § 1 bedoelde wegingscoëfficiënten toe te passen :

1° worden de studenten die voor de eerste keer ingeschreven zijn voor een eerste jaar van de basisstudie van de 1e cyclus, bedoeld bij artikel 6, § 1, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, vermenigvuldigd met 1,1;

2° worden de studenten die geslaagd zijn voor de studies en werkzaamheden ter voorbereiding van een proefschrift voor doctoraat bedoeld bij artikel 6, § 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, vermenigvuldigd met 2;

3° worden de studenten die geslaagd zijn voor de aanvullende, gespecialiseerde en grondige studies bedoeld bij artikel 6 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, vermenigvuldigd met 1,5, voor zover die studies op interuniversitair niveau worden georganiseerd door ten minste twee universitaire instellingen, overeenkomstig artikel 48quater, § 2, 2° en 3°;

4° worden de studenten die ingeschreven zijn voor studies die leiden tot het bekomen van de graden van de eerste, tweede en derde cyclussen in de beheerswetenschappen in de instellingen bedoeld bij artikel 25, d) tot i), vermenigvuldigd met 1,1657.

De vermenigvuldigers bedoeld bij de hierboven vermelde punten 1°, 2°, 3°, worden vanaf het academiejaar 1998-1999 toegepast, en het punt 4° vanaf het academiejaar 1995-1996.

§ 3. De wegingscoëfficiënt van de studierichting S wordt vastgesteld met naleving van de volgende regels :

1° is het verschil tussen 1 720 en het aantal studenten die ingeschreven zijn in de tweede cyclus van de studie die leidt tot de graad van doctor in de geneeskunde en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage, lager dan of gelijk aan nul, dan is de wegingscoëfficiënt gelijk aan nul;

2° is dat verschil hoger dan nul, dan wordt het vermenigvuldigd met de wegingscoëfficiënt van de studierichting C. Van het aldus gekregen bedrag wordt dan een som afgetrokken die overeenstemt met het verschil tussen 860 en het aantal tweede cyclus van de studie die leidt tot de graad van doctor in de geneeskunde en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage, vermenigvuldigd met de wegingscoëfficiënt van de studierichting B. De wegingscoëfficiënt van de studierichting S mag niet hoger zijn dan het gekregen resultaat, vermenigvuldigd met 0,84 en gedeeld door het aantal studenten die ingeschreven zijn in de eerste twee jaren van de derde cyclus in de geneeskunde, zoals omschreven in artikel 28 onder het opschrift "Groep S" en die in aanmerking komen voor de berekening van de werkingstoelage;

3° de wegingscoëfficiënt mag niet hoger zijn dan die van de studierichting B. ».

Art. 6.

In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt lid 1 vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Vanaf het begrotingsjaar 1999, onder voorbehoud van wat in de §§ 2 en 3 bepaald wordt, is, voor de toepassing van artikel 29, § 2, het gewogen aantal studenten van elke instelling gelijk aan het aantal studenten ingeschreven voor de vier vorige academiejaren, gedeeld door vier, in elke studierichting, rekening houdend met artikel 29bis, § 2, vermenigvuldigd met de wegingscoëfficiënt per student bedoeld bij artikel 29bis, § 1 en bij artikel 30, § 3. Tot en met het academiejaar 1997, wordt echter alleen rekening gehouden met het aantal studenten die voor het vorige academiejaar ingeschreven waren. Voor het begrotingsjaar 1998, wordt rekening gehouden met het aantal studenten die ingeschreven waren voor de academiejaren 1995-1996 en 1996-1997, gedeeld door twee. Voor het begrotingsjaar 1999, wordt rekening gehouden met het aantal studenten die ingeschreven waren voor de academiejaren 1995-1996, 1996-1997 en 1997-1998, gedeeld door drie. Als ingeschreven voor het academiejaar worden geacht, de studenten die ingeschreven zijn op de datum van 1 december van het academiejaar. Tot en met het academiejaar 1996-1997 is die datum echter vastgesteld op 1 februari. Voor het academiejaar 1997-1998 is die datum vastgesteld op 1 januari. »;

2° in § 1 wordt een nieuw lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de berekening van de bij lid 1 bedoelde gemiddelden, heeft elke wijziging van de criteria die worden toegepast voor de financiering van de studenten pas uitwerking vanaf het academiejaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar waarvoor de wijziging voor de eerste keer wordt aangebracht. »;

3° in § 2, lid 1, worden de woorden "in artikel 25, a) tot f)" vervangen door de woorden "in artikel 25, a) tot c)";

4°) in § 2, lid 2, worden de woorden "in artikel 25, g) tot p)" vervangen door de woorden "in artikel 25, d) tot j);
 5° in § 2, lid 2, 2°, wordt het woord "studenten", dat zich bevindt tussen de woorden "met een aantal" en de woorden "dat het minimumbasiscijfer", aangevuld met de woorden "van de eerste cyclus";

6° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer het aantal studenten ingeschreven in een studierichting of in een onderverdeling van deze richting, na toepassing van artikel 29bis, § 2, hoger is dan het maximumcijfer vastgesteld overeenkomstig artikel 32, worden de bij artikel 29bis, § 1, bedoelde wegingscoëfficiënten, voor het aantal studenten boven die drempel, vervangen door de volgende coëfficiënten :

- 1° Groep A : 0,8474
- 2° Groep B : 1,4776
- 3° Groep C : 2,3237
- 4° Groep D : 2,0656. »

Art. 7.

In artikel 31 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de universitaire instellingen vermeld in artikel 25, a) tot c), wordt het minimumcijfer bedoeld bij artikel 30, § 2, vastgesteld als volgt :

- Richting A : 2 173
- Richting B : 1 574
- Richting C : 1 003";

2° in § 2, worden de woorden "in artikel 25, g), k), l), n), o), p)" vervangen door de woorden "in artikel 25, d) tot j)".

Art. 8.

In artikel 32 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden "in artikel 25, a) tot j)" vervangen door de woorden "in artikel 25, a) tot c)", en worden de woorden ", tweede en derde leden" geschrapt;

2° in § 2, worden de woorden "in artikel 25, g) tot p)" vervangen door de woorden "in artikel 25, d) tot j)";

Art. 9.

Artikel 32bis van dezelfde wet wordt op 1 januari 1999 opgeheven.

Art. 10.

In artikel 34 van dezelfde wet, dienen de woorden "De Koning bepaalt, bij besluit overlegd in Ministerraad, " te worden vervangen door de woorden "De Regering besluit".

Art. 11.

Artikel 36, lid 3, van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In afwijking van lid 1, wordt het twaalfde dat op 1 december ter beschikking van elke universitaire instelling wordt gesteld, verminderd met een bedrag dat gelijk is aan 1,84 percent van het bedrag van de jaarlijkse werkingstoelage. Het aldus gevormde bedrag wordt toegevoegd aan het laatste twaalfde. ».

Art. 12.

Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Samen met het opmaken van de begroting van de universitaire instelling, stelt de raad van bestuur van die instelling de formatie van haar academisch, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel dat bezoldigd wordt met de jaarlijkse werkingstoelage en, in voorkomend geval, met de aanvullende toelage bedoeld bij artikel 34.

De betrekkingen bestemd voor de formatie van het academisch, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel, worden uitgedrukt in eenheden die overeenstemmen met voltijdse ambten.

§ 2. Het totaal aantal betrekkingen van gewoon hoogleraar en buitengewoon hoogleraar mag het niet hoger zijn dan twintig percent van het totaal aantal betrekkingen van de formatie van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel.

Het totaal aantal betrekkingen van de assistenten die in een universitaire instelling tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn, mag niet lager zijn dan 30 percent van het totaal aantal betrekkingen van de formatie van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel.

Zolang aan het bij lid 2 bedoelde percentage niet wordt voldaan, mag geen benoeming, werving of aanstelling in een betrekking van gewoon hoogleraar of buitengewoon hoogleraar worden gedaan.

Zolang aan het bij lid 1 bedoelde percentage niet wordt voldaan, mag geen benoeming of aanstelling in vast verband in een betrekking van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel worden gedaan.

§ 3. De loonkosten van de personeelsleden van de personeelsformatie van een universitaire instelling mogen tachtig percent van het bedrag van de jaarlijkse werkingstoelage, van de bij artikel 34 bedoelde aanvullende toelage en van de andere eventuele ontvangsten van de begroting van de instelling niet te boven gaan.

Ingeval het bij lid 1 van deze paragraaf bepaalde maximumcijfer wordt overschreden, mag een benoeming, een aanstelling of een werving alleen worden gedaan tot belope van ten hoogste één percent van het aantal personeelsleden bedoeld bij paragraaf 1 van dit artikel, uitgedrukt in eenheden die overeenstemmen met voltijdse ambten. ».

Art. 13.

In artikel 43 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt een nieuw lid 3 tussen lid 2 en lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de maand die volgt op de goedkeuring van de begroting door de raad van bestuur van de universitaire instelling, wordt de begroting overgezonden aan de minister tot wiens bevoegdheid de universitaire instelling behoort, in de vorm en volgens de nadere regels die door de Regering vast te stellen zijn. »;

2° in § 1, wordt lid 3 lid 4;

3° in § 1, wordt lid 4 lid 5;

4° in § 1, lid 4, worden de woorden "binnen de drie maanden na haar neerlegging" vervangen door de woorden "binnen de twee maanden na haar ontvangst";

5° in § 1, lid 5, worden de woorden "van Nationale Opvoeding" vervangen door de woorden "van het Ministerie van de Franse Gemeenschap";

6° in § 2, wordt tussen lid 1 en lid 2 een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Binnen de maand die volgt op de goedkeuring van de rekeningen door de raad van bestuur van de universitaire instelling, worden die in drievoud overgezonden aan de minister tot wiens bevoegdheid de universitaire instelling behoort, in de vorm en volgens de nadere regels die door de Regering vast te stellen zijn. »;

7° in § 2, wordt lid 2 lid 3;

8° in § 2, wordt lid 3 lid 4;

9° § 3 wordt opgeheven;

10° in § 4, wordt lid 2 vervangen door de volgende bepaling :

« De bedragen betreffende de hierboven vermelde rubrieken a), b) en c) worden vastgesteld op grond van de berekeningselementen bedoeld in artikel 29, met inachtneming van artikel 40, § 3. »;

11° in § 5, worden de woorden "De Koning stelt, bij een in Ministerraad overlegd besluit" vervangen door de woorden "De Regering besluit".

Art. 14.

Artikel 44 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 15.

In artikel 44bis van dezelfde wet, worden de woorden "in artikel 25, b, e, f, g, k, l, n, o, p" vervangen door de woorden "in artikel 25".

Art. 16.

Titel III van dezelfde wet, die artikel 45 omvat, opgeheven door het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, wordt opnieuw ingevoerd en luidt als volgt :

« Titel III - Belangrijke herstellingen aan de onroerende installaties van de universitaire instellingen.

Artikel 45. Vanaf het begrotingsjaar 2000, draagt de Franse Gemeenschap jaarlijks bij in de financiering van de belangrijke herstellingen aan de onroerende installaties van de universitaire instellingen bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek, ten belope van het verschil tussen het bedrag dat overeenkomstig artikel 29, § 3, wordt berekend, en het bedrag dat overeenkomstig artikel 29, § 1, van deze wet wordt berekend.

Het bij lid 1 bedoelde verschil wordt over de bij artikel 25 bedoelde universitaire instellingen verdeeld op grond van de volgende percentages :

1° Université de Liège : 27,78 %;

2° Université catholique de Louvain : 29,36 %;

3° Université libre de Bruxelles : 21,04 %;

4° Université de Mons-Hainaut : 3,64 %;

5° Faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux : 4,63 %;

6° Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix Namur : 6,84 %;

7° Faculté polytechnique de Mons : 4,66 %;

8° Facultés universitaires Saint-Louis Bruxelles : 1,04 %;

9° Facultés universitaires catholiques de Mons : 1,01 %.

Op de eenparige en collegiale voordracht van de rectoren van de bij artikel 25 bedoelde universitaire instellingen, kan de Regering, bij besluit en voor de periode van een begrotingsjaar, de bij lid 2 bedoelde percentages wijzigen.

§ 2. Het aan elke universitaire instelling toegekende bedrag wordt gestort op een speciale rekening die geopend werd in de comptabiliteit van het patrimonium van de betrokken instelling.

§ 3. Elk jaar, worden de begroting en de rekeningen betreffende het gebruik van de bij paragraaf 2 bedoelde speciale rekening opgemaakt, goedgekeurd door de raad van bestuur, en overgezonden aan de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, ter staving van de begroting van de instelling.

De Regering stelt bij besluit de vorm en de inhoud vast van de begroting en van de rekeningen betreffende de aanwending van de bij paragraaf 2 bedoelde speciale rekening.

§ 4. De verrichtingen bedoeld bij lid 1 van paragraaf 1 van dit artikel zijn onderworpen aan de wetten en verordeningen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

§ 5. De verrichtingen bedoeld bij lid 1 van paragraaf 1 worden onderworpen aan de controle door de Regeringscommissaris of -afgevaardigde alsook door de afgevaardigde van de Minister van Begroting, benoemd bij de betrokken instelling, overeenkomstig het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen.

§ 6. De wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in schoolverband van het Rijk en houdende sommige maatregelen betreffende de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat en de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek, zijn niet van toepassing op de verrichtingen bedoeld bij lid 1 van paragraaf 1 van dit artikel. ».

Art. 17.

In artikel 46, lid 2, van dezelfde wet, worden de woorden "bij artikel 25, b), e), f), g), k), l), n), o), p)" vervangen door de woorden "bij artikel 25".

Art. 18.

Artikel 47 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onder de door de Regering vast te stellen voorwaarden, wordt een jaarlijkse toelage aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek toegekend. Die toelage vertegenwoordigt een door de Regering vast te stellen percentage van de kredieten uitgetrokken als werkingstoelage - met uitsluiting van de ter uitvoering van artikel 34 toegekende aanvullende toelagen - ten voordele van de drie universiteiten vermeld in artikel 25, a) tot c) van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Het percentage dat door de Regering overeenkomstig lid 1 wordt vastgesteld, mag niet lager zijn dan 4,70 percent en niet hoger dan 5,00 percent. Als er geen besluit is, dan is het voormelde percentage op 5,00 percent vastgesteld. ».

Art. 19.

Artikel 48 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 20.

Artikel 48bis van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 21.

In artikel 48quater van dezelfde wet, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Vanaf het academiejaar 1998-1999, worden echter de programma's van de gespecialiseerde en grondige studies en de doctoraten met proefschrift, bedoeld bij artikel 6, §§ 4, 5 en 6 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, in aanmerking genomen voor de financiering.

Vanaf het academiejaar 2001-2002, worden de programma's van de gespecialiseerde en grondige studies bedoeld bij lid 1 echter alleen in aanmerking genomen voor de financiering als één van de volgende voorwaarden vervuld is :

1° wanneer zij door een universitaire instelling georganiseerd worden, gemiddeld een door de Regering vast te stellen minimumaantal studenten geteld hebben, die voor financiering in aanmerking werden genomen gedurende de laatste drie jaren waarin zij werden georganiseerd;

2° wanneer zij in het kader van een interuniversitaire samenwerking worden georganiseerd, gemiddeld een door de Regering vast te stellen minimumaantal studenten geteld hebben, die voor financiering in aanmerking werden genomen gedurende de laatste drie jaren waarin zij werden georganiseerd. In het kader van een interuniversitaire samenwerking worden georganiseerd, de studieprogramma's die door ten minste twee universitaire instellingen worden georganiseerd in het kader van een overeenkomst die bij besluit van de Regering wordt goedgekeurd na collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap;

3° georganiseerd worden door één enkele universitaire instelling of in het kader van één enkele interuniversitaire samenwerking, ongeacht het aantal studenten dat voor financiering in aanmerking wordt genomen, en opgenomen zijn in een lijst die door de Regering wordt vastgesteld na collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap.

Het minimumaantal dat bij besluit van de Regering vast te stellen is overeenkomstig lid 2, 1° en 2°, van deze paragraaf, mag niet lager zijn dan zeven en niet hoger dan vijftien. ».

Art. 22.

In dezelfde wet wordt een artikel 48sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 48sexies. Elke universitaire instelling stelt een jaarlijks verslag op, dat door haar wordt overgezonden aan de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort.

Dat verslag wordt opgesteld en aangenomen door een instantie die de overheid, de leden van het academisch personeel, de leden van het wetenschappelijk personeel en de studenten doet samenwerken.

Dat verslag heeft inzonderheid de volgende inhoud :

1° Het beleid dat gevoerd wordt inzake begeleiding van de studenten van de eerste cyclus;

2° De maatregelen die worden getroffen en uitgevoerd om tegen falen op school in de eerste cyclus te strijden;

3° De maatregelen voor het beleid betreffende het onthalen, informeren, evalueren, oriënteren, verhelpen en heroriënteren.

Dat verslag vermeldt eveneens de statistische gegevens inzake inschrijving, slagen, zakken en het begeleidingspercentage voor alle studie jaren. De Regering zendt jaarlijks een synthese van die statistische gegevens aan het Parlement over.

Dit verslag omvat eveneens een begrotingshoofdstuk waarin nauwkeurig wordt aangetoond dat de bijkomende middelen die worden toegekend ten voordele van de strijd voor het slagen van studenten van de eerste generatie wel daartoe worden aangewend.

De Regering stelt de vorm en de gegevens die het jaarlijks verslag moet omvatten alsook de nadere regels voor de overzending van dat verslag voor 31 december 1998 vast.

HOOFDSTUK II. — *Andere wijzigingsbepalingen*

Art. 23.

In artikel 22 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, kunnen de leden van het onderwijzend personeel voor een vastgestelde termijn, die niet hoger dan vijf jaar mag zijn, worden aangewezen op een met redenen omklede voordracht van de raad van bestuur, waarbij hun aantal, dat overeenstemt met voltijdse ambten, niet hoger mag zijn dan vijf percent van het aantal leden van het onderwijzend en wetenschappelijk personeel dat overeenstemt met voltijdse ambten. Wanneer het gaat om een deeltijds ambt dat een opdracht vertegenwoordigt die lager is dan 50 %, kan die aanwijzing worden vernieuwd. ».

Art. 24.

In artikel 2 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

Voor elke universitaire instelling, worden die toelagen berekend op grond van het aantal regelmatig ingeschreven studenten dat in aanmerking komt voor de financiering op datum van 1 december van het academiejaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar, overeenkomstig de artikelen 27, §§ 1, 3 en 7, en 48quater van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, verhoogd met 50 % van het aantal studenten die ten laste zijn van kredieten van de Ontwikkelingssamenwerking, overeenkomstig of krachtens de Overeenkomst tussen de Belgische Staat en de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap betreffende de vormingskosten, ondertekend op 19 december 1997. ».

2° in lid 2, worden de woorden "onder de letters a) tot f)" vervangen door de woorden "onder de letters a) tot c)";

3° in lid 3, worden de woorden "onder de letters g) tot p)" vervangen door de woorden "onder de letters d) tot j)";

4° in dezelfde wet wordt een nieuw lid 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« De studenten die de graad bekomen bedoeld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van lid 1 van dit artikel indien zij ook in aanmerking worden genomen voor de financiering in het kader van een ander studieprogramma. ».

5° in dezelfde wet wordt een nieuw lid 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« De studenten die worden bezoldigd ten laste van de begroting van de instelling of haar patrimonium alsook de mandatarissen van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en zijn deelfondsen worden niet in aanmerking genomen voor de toepassing van lid 1 van dit artikel. ».

Art. 25.

In artikel 3 van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, worden de woorden "op de begroting van het betrokken Ministerie van Nationale Opvoeding" vervangen door de woorden "op de begroting van de Franse Gemeenschap".

Art. 26.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de berekening van de jaarlijkse werkingstoelagen die door de Franse Gemeenschap worden toegekend aan de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt het in aanmerking te nemen aantal studenten overeenkomstig dit besluit vastgesteld. ».

Art. 27.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De in aanmerking te nemen universitaire studieprogramma's zijn diegene die leiden tot de toekenning van :

1° de academische graden opgesomd in artikel 6 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

2° de wettelijke en wetenschappelijke graden toegekend overeenkomstig artikel 46 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

3° de getuigschriften die vormingslessen bekrachtigen die overeenstemmen met een studiejaar waarvan sprake in artikel 11, § 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1, wordt de graad van geaggregeerde voor het hoger onderwijs bedoeld bij artikel 6, § 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden niet in aanmerking genomen. ».

Art. 28.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het aantal studenten van elke universitaire instelling wordt per studiecycclus berekend volgens de indeling van de studies bedoeld bij artikel 5 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

Voor de bepaling van dit aantal, wordt rekening gehouden met :

1° één enkele regelmatige inschrijving per student voor het geheel van de cursussen, werkzaamheden en oefeningen dat de examenstof uitmaakt van eenzelfde studiejaar of van een vorming die overeenstemt met een studiejaar in de zin van artikel 11, § 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, of van een studiejaar verdeeld over verschillende jaren in de zin van de artikelen 21 en 22 van hetzelfde decreet.

Het geheel van de cursussen, werkzaamheden en uitoefeningen mag geenszins lager zijn dan 300 uren per jaar, met uitzondering van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs bedoeld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, die ten minste 150 uren, waarvan 60 uren stage, telt.

In afwijking van lid 1, word rekening gehouden met de inschrijving van de studenten die geslaagd zijn voor de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs samen met een laatst studiejaar van een tweede basiscyclus;

2° de inschrijving voor de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs, voor aanvullende, gespecialiseerde en grondige studies, voor een doctoraat met proefschrift bedoeld bij artikel 6, §§ 3, 4, 5 en 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, van de studenten die geslaagd zijn voor hun proefschrift of examens in het academiejaar dat aan het betrokken begrotingsjaar voorafgaat;

3° de universitaire onderwijsprogramma's, met uitsluiting van de studies of vormingsactiviteiten die niet tot academische graden leiden, bedoeld bij artikel 4, 2e streepje, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

4° a) de universitaire studies die leiden tot de toekenning van de academische graden die de instelling gemachtigd is toe te kennen krachtens artikel 8 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;

b) een vorming die overeenstemt met één studiejaar in de zin van artikel 11, § 6, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden die toegang verleent tot universitaire studies die leiden tot de toekenning van de academische graden die de instelling gemachtigd is toe te kennen krachtens artikel 8 van hetzelfde decreet. ».

Art. 29.

Artikel 6, § 3, 2°, van datzelfde koninklijk besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling : "Die bepaling is echter niet meer toepasselijk vanaf het academiejaar 1998-1999. ».

Art. 30.

In de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 10 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, worden de woorden "de Executieve", "commissaris van de Executieve" en "afgevaardigde van de Executieve" respectievelijk vervangen door de woorden "de Regering", "commissaris van de Regering" en "afgevaardigde van de Regering".

In artikel 1, lid 1, van datzelfde decreet, worden de woorden "in artikel 25, letters b, e, f, g, k, l, n, o en p, " vervangen door de woorden "in artikel 25".

Art. 31.

In artikel 17 decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 worden de volgende woorden toegevoegd : "Die lijst wordt aan de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort, overgezonden door toedoen van de Commissaris of de Afgevaardigde van de Regering die bij de betrokken universitaire instelling is aangewezen krachtens het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen. »;

2° wordt een nieuw lid 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan bij besluit de vorm vaststellen waarin de bij vorig lid bedoelde lijst haar wordt medegedeeld. ».

Art. 32.

Het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 1, 2, 5, 6, § 3, 2°, en 9 tot 12 en van de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 33.

Dit decreet treedt in werking op 1 augustus 1998, met uitzondering van de artikelen 9, 11 tot 18 en 23 en 24, die op 1 januari 1999 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 oktober 1998.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met het onderwijs,
de audiovisuele sector, de hulpverlening aan de jeugd, het kindweldzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1997-1998.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 254-1. — Commissie-amendementen, nrs 254-2 tot 26. — Verslag, nr. 254-27.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 september 1998.